

CENTRE DE FORMALITÉS DES ENTREPRISES (CFE)

GUIDE PRATIQUE POUR REMPLIR LA RUBRIQUE FISCALE DES DÉCLARATIONS Po – Mo – F – P1 (création)

- Sur l'imprimé remis par le CFE, vous pouvez choisir le régime d'imposition dont vous souhaitez relever, en remplissant le cadre « option(s) fiscale(s) ».
- En fonction du chiffre d'affaires que vous prévoyez de réaliser, vous pouvez vous placer, **dès la création**, sous le régime d'imposition le plus adapté à votre situation. Reportez-vous aux dépliant en annexe qui vous permettront de choisir votre régime d'imposition en fonction du chiffre d'affaires que vous pensez réaliser.
- Si vous ne remplissez pas le cadre « option fiscale », le régime d'imposition qui sera appliqué par l'administration à votre situation est le suivant :
- Si vous êtes une personne physique : le régime micro ou « spécial » pour l'imposition du bénéfice et la franchise en base de TVA ;
 - Si vous êtes une personne morale : le régime simplifié d'imposition pour l'imposition du bénéfice industriel ou commercial (ou le régime de la déclaration contrôlée en matière de bénéfice non commercial) et la franchise en base de TVA.
- Vous pouvez modifier votre choix initial jusqu'à la date de dépôt de votre première déclaration de résultats pour les bénéfices et dans les trois mois de votre création en matière de TVA.

ATTENTION : Si vous renoncez à la franchise en base de TVA, votre option ne peut prendre effet que le premier jour du mois au cours duquel elle est demandée (cf. p. 4).

MODE D'EMPLOI

ÉTAPE 1 : QUALIFIER L'ACTIVITÉ EXERCÉE (reportez-vous p. 2)

On distingue :

Les activités de type ① BIC

activités à caractère commercial,
industriel ou artisanal

Les activités de type ② BNC

activités libérales, non commerciales
et titulaires de charges et offices

ÉTAPE 2 : CHOISIR UN RÉGIME D'IMPOSITION SELON LA NATURE DE L'ACTIVITÉ EXERCÉE, de type ① BIC ou ② BNC

Vous êtes commerçant ou artisan, reportez-vous à l'annexe ① ou vous exercez une profession libérale, reportez-vous à l'annexe ②

ÉTAPE 3 : INDIQUER LE RÉGIME CHOISI SUR LA DÉCLARATION CFE

(Compléter la partie de l'imprimé reproduite ci-dessous, qui vous sera fourni par le CFE)

Pour vous aider, en fonction de la nature de l'activité exercée (BIC ou BNC), les choix qui vous sont offerts sont matérialisés ci-dessous sous forme de numéros

① (couleur jaune BIC) ou ② (couleur mauve BNC)

Votre choix concerne à la fois le régime d'imposition en bénéfice et en TVA (1)
Vous avez la possibilité, par ailleurs, de formuler des options particulières (facultatif)

DÉCLARATION FISCALE

RÉGIME D'IMPOSITION DES BÉNÉFICES

(COCHEZ UNE CASE ET UNE SEULE)

- ☐ micro ou « spécial » ① ou ② ☐ déclaration contrôlée ② ☐ réel simplifié ① ☐ réel normal ①

Options particulières (déclaration Mo uniquement) :

- ☐ Option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés ① ou ②
- ☐ Option pour le régime des sociétés de personnes des SARL de famille ①

RÉGIME D'IMPOSITION EN MATIÈRE DE TVA

(COCHEZ UNE CASE ET UNE SEULE)

- ☐ franchise en base ① ou ② ☐ réel simplifié ① ou ② ☐ « mini-réal » ① ☐ réel normal ① ou ②

Options particulières (déclaration Mo ou Po) :

RÉGIME RÉEL SIMPLIFIÉ :

- ☐ Mon exercice comptable ne coïncide pas avec l'année civile et j'opte pour le dépôt d'une déclaration annuelle de régularisation « à l'exercice » ①

RÉGIME MINI-RÉEL OU RÉGIME RÉEL NORMAL :

- ☐ Le montant estimé de ma TVA exigible est inférieur à 4 000 € par an et j'opte pour le dépôt de déclarations trimestrielles ① ou ②

Vous trouverez pages 4 à 6 des informations en matière de TVA, de taxe professionnelle et sur les organismes agréés.

(1) Sauf si vous ne relevez que d'une seule catégorie d'impôt (impôt sur le bénéfice ou TVA).

NOTA : Un correspondant «entreprises nouvelles» est désigné à la direction des services fiscaux pour informer les créateurs d'entreprises des dispositions fiscales les concernant (exonération d'impôt sur les bénéfices dans le cadre de l'aménagement du territoire par exemple).

Vous pouvez aussi trouver des informations sur le site : www.impots.gouv.fr

ACTIVITÉS DE TYPE ① : ACTIVITÉS À CARACTÈRE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL

Activités concernées

- **Professions commerciales :**
 - commerces proprement dits (achat-revente);
 - commerces achat-location;
 - hôtels, restaurants, spectacles;
 - transports;
 - commission, courtage;
 - opérations de banque.
- **Professions industrielles :**
 - activités industrielles, production de biens, opérations de construction caractérisées par l'importance des moyens mis en œuvre.
- **Professions artisanales :**
 - activités manuelles.

Fiscalité applicable

☞ Pour plus de précisions, se reporter à l'annexe 974 ①

- Imposition à la **TVA** des opérations réalisées, à défaut d'exonération expresse;
- Imposition du bénéfice selon la forme de l'entreprise :
 - si l'activité est exercée par une personne physique à titre personnel ou en tant qu'associé unique d'une EURL ① (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée), imposition à l'impôt sur le revenu à son nom dans la catégorie des **BIC** (bénéfices industriels et commerciaux);
 - si l'activité est exercée par une société de personnes ① (société en nom collectif), imposition à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des **BIC** au nom de chaque associé pour la part lui revenant dans les bénéfices de la société;
 - si l'activité est exercée par une société de capitaux ②, l'impôt sur les sociétés (**IS**) est exigible au nom de la société.
- Imposition à la taxe professionnelle (sauf activités exonérées par la loi).
- Les revenus accessoires **BIC peuvent** être rattachés aux **BNC** si les opérations commerciales sont directement liées à l'exercice de l'activité libérale et en constituent strictement le prolongement.

ACTIVITÉS DE TYPE ② : ACTIVITÉS LIBÉRALES, NON COMMERCIALES, TITULAIRES DE CHARGES ET OFFICES

Activités concernées

- **Professions libérales.** Il s'agit notamment des :
 - médecins, vétérinaires;
 - architectes, travaux d'études et de recherches;
 - experts-comptables, activités de conseils et d'assistance;
 - avocats.
- **Titulaires de charges et offices :**
 - notaires;
 - huissiers;
 - greffiers du tribunal de commerce.
- **Exploitations lucratives et autres sources de revenus ne se rattachant pas à une autre catégorie de revenus.**
- Les ventes et les opérations non thérapeutiques réalisées par les vétérinaires, qui relèvent normalement des **BIC**, **doivent** être rattachées aux **BNC** si ces recettes n'excèdent pas 25 % de celles provenant du secteur purement **BNC** (prestations médicales, mesures de prophylaxie, ventes annexes de médicaments).

Fiscalité applicable

☞ Pour plus de précisions, se reporter à l'annexe 974 ②

- Imposition à la **TVA** des opérations réalisées (sauf exonération prévue par la loi), de plein droit ou sur option (cf. p. 4).
- Imposition du bénéfice selon la forme de l'entreprise :
 - si l'activité est exercée par une personne physique, imposition à l'impôt sur le revenu à son nom dans la catégorie des **BNC** (bénéfices non commerciaux);
 - si l'activité est exercée par une société de personnes ① ou une société civile professionnelle ①, imposition à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des **BNC** au nom de chaque associé pour la part lui revenant dans les bénéfices de la société;
 - si l'activité est exercée par une société de capitaux (société d'exercice libéral par exemple), l'impôt sur les sociétés (**IS**) est exigible au nom de la société.
- Imposition à la taxe professionnelle (sauf activités exonérées par la loi).
- Les revenus non commerciaux accessoires **doivent** être imposés en **BIC** s'ils ne constituent que l'extension de l'activité commerciale.

① Sauf option particulière pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés, formulée sur l'imprimé CFE.

Dans ce cas, *cochez*

RÉGIME D'IMPOSITION DES BÉNÉFICES
☒ option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés

② Sauf option particulière pour le régime des sociétés de personnes des SARL de famille, formulée sur l'imprimé CFE.

Dans ce cas, *cochez*

RÉGIME D'IMPOSITION DES BÉNÉFICES
☒ option pour le régime des sociétés de personnes des SARL de famille

ÉTAPE 2 : CHOIX D'UN RÉGIME D'IMPOSITION

En fonction de votre chiffre d'affaires annuel HT, vous relevez **d'un régime d'imposition** [colonne (1) ci-dessous].

Si vous exercez sous une forme juridique ou une des activités énumérées colonne (2) ci-dessous, vous êtes soumis au régime immédiatement supérieur.

À moins que vous soyez déjà placé au régime réel normal (ou déclaration contrôlée et réel normal TVA), vous avez la possibilité d'opter pour un autre régime d'imposition [colonne (3) ci-dessous].

Vous pouvez exercer votre option lors de la création en cochant les cases correspondantes de l'imprimé CFE (*voir annexe*), ou en adressant un courrier au centre des impôts jusqu'à la date de dépôt de la première déclaration de résultats, ou dans les trois mois de votre création en matière de TVA.

Vous pouvez également exercer cette option en cours d'activité par lettre adressée au centre des impôts avant le 1^{er} février.

ACTIVITÉS DE TYPE ①

Votre régime d'imposition (1)	Sont exclus de ces régimes (2)	Option possible pour un régime autre que celui applicable de plein droit (3)
Régime «Micro» et/ou franchise en base de TVA	<ul style="list-style-type: none"> – les sociétés de personnes (SNC), de capitaux (SA, SARL, EURL) ou civiles; – les organismes sans but lucratif; – les opérations réalisées par les lotisseurs, les marchands de biens et les promoteurs immobiliers; – la location de matériel ou de biens de consommation durable; – option pour le régime simplifié d'imposition; – entreprises qui renoncent à la franchise en base de TVA; – les redevables de la TVA, même pour une partie de l'année. 	<ul style="list-style-type: none"> – Un régime réel d'imposition du bénéfice (RSI ou RN) irrévocable pendant 2 ans et qui se renouvelle tacitement. – Une option pour le paiement de la TVA (RSI, mini-réel ou RN) irrévocable pendant 2 ans et qui se renouvelle tacitement.
Régime Réel simplifié	en matière de TVA, <ul style="list-style-type: none"> – les importations; – les affaires occasionnelles, les opérations relevant de la TVA immobilière, les opérations réalisées par les lotisseurs, les marchands de biens et les promoteurs immobiliers. 	<p>Le régime réel normal d'imposition.</p> <p>L'option est irrévocable pendant 2 ans.</p> <p>L'option se renouvelle tacitement par périodes de 2 ans.</p>

ACTIVITÉS DE TYPE ②

Votre régime d'imposition (1)	Sont exclus de ces régimes (2)	Option possible pour un régime autre que celui applicable de plein droit (3)
Régime «spécial» et/ou franchise en base de TVA	<ul style="list-style-type: none"> – les officiers publics et ministériels; – les sociétés de personnes (SCP, SNC, SEL) et leurs membres; – les contribuables ayant choisi de déterminer de manière particulière leur bénéfice provenant de la production littéraire, scientifique ou artistique ou de la pratique d'un sport; – les contribuables ayant opté pour la déclaration contrôlée; – les contribuables qui renoncent à la franchise en base de TVA ou qui deviennent redevables de la TVA, même pour une partie de l'année. 	<ul style="list-style-type: none"> – Le régime de la déclaration contrôlée irrévocable pendant 2 ans et qui se renouvelle tacitement. – Une option pour le paiement de la TVA (RSI ou RN) irrévocable pendant 2 ans et qui se renouvelle tacitement.
Régime de la déclaration contrôlée et régime du réel simplifié TVA		<p>Le réel normal TVA.</p> <p>L'option est irrévocable pendant 2 ans.</p> <p>L'option se renouvelle tacitement par périodes de 2 ans.</p>

Les entreprises assujetties de plein droit à la TVA

- **Toutes les professions commerciales, industrielles et artisanales.**
- **Les titulaires de charges et offices et certaines professions libérales telles que :**
 - vétérinaires;
 - architectes, travaux d'études et de recherches;
 - experts-comptables, activités de conseils et d'assistance;
 - avocats, avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués d'appel;
 - auteurs et interprètes des œuvres de l'esprit (parfois selon des modalités particulières : retenue à la source);
 - traducteurs et interprètes;
 - guides et accompagnateurs;
 - sportifs, artistes du spectacle et dresseurs d'animaux.

La franchise en base de TVA

Les entreprises assujetties à la TVA, quel que soit leur régime d'imposition, bénéficient d'une dispense de paiement de la TVA lorsqu'elles n'ont pas réalisé au cours de l'année civile précédente un chiffre d'affaires supérieur à 76 300 € (activités ventes) ou 27 000 € (prestations de services).

L'année de création (ou la première année de dépassement de ces limites), la franchise en base reste applicable jusqu'au premier jour du mois au cours duquel le chiffre d'affaires de 84 000 € ou 30 500 € est dépassé.



Dès le franchissement de ce seuil, informez-en le centre des impôts

Les entreprises ont la possibilité de renoncer à la franchise en base et d'opter pour le paiement de la TVA

- **L'option** pour le paiement de la TVA peut s'exercer **à la création**, en optant expressément pour un **régime d'imposition réel en matière de TVA** : → voir dépliant ANNEXE 974 ① pages 1, 2, 3 si vous exercez une activité commerciale;
→ voir dépliant ANNEXE 974 ② pages 4, 5, 6 dans les autres cas.
- L'option pour le paiement de la TVA est également possible **à tout moment**, en adressant un courrier au centre des impôts.
- L'option pour le paiement de la TVA est alors valable à compter du premier jour du mois au cours duquel elle est déclarée jusqu'à la fin de l'année suivante.
Exemple : option au 15 avril N, elle prend effet au 1^{er} avril du même mois.

Les entreprises assujetties sur option ou autorisation à la TVA



Lettre d'option à adresser au centre des impôts.

Option valable à compter du 1^{er} jour du mois au cours duquel elle est exercée jusqu'à la fin de l'année suivante.

Il s'agit notamment des :

- **Loueurs de locaux nus** pour les besoins de l'activité d'un industriel, d'un commerçant ou d'un prestataire de services.
- Personnes qui effectuent des opérations portant sur les **déchets neufs d'industrie** et sur les matières de récupération.
- **Collectivités locales**, leurs groupements ou leurs établissements publics pour les opérations relatives à certains de leurs services.
- Personnes qui réalisent certaines **opérations bancaires ou financières** lorsque celles-ci sont exonérées de la taxe.

Les entreprises et les échanges intracommunautaires

Un numéro individuel d'identification est communiqué à tous les assujettis de la TVA, par leur centre des impôts, dès que l'INSEE a attribué à l'entreprise son numéro SIRET.

Le numéro d'identification à la TVA intracommunautaire est national et est non modifiable, même en cas de changement de lieu d'activité. Il est composé de 13 caractères, sur le modèle suivant :

Code pays	Clé TVA	N° de SIREN de l'entreprise										
F	R	3	1	2	7	3	4	8	0	0	7	8

Ce numéro est préimprimé sur les déclarations de TVA adressées aux entreprises et doit obligatoirement figurer, avec celui du client, sur les factures ainsi que sur la déclaration d'échanges de biens.

- Préalablement à toute acquisition intracommunautaire de biens, l'assujetti français doit communiquer à son fournisseur ce numéro. **À défaut, la TVA lui sera facturée.**

De même, avant de procéder à une livraison intracommunautaire exonérée de TVA, l'entreprise française doit :

- obtenir de son client communication de son numéro de TVA intracommunautaire;
- vérifier la validité de ce numéro en consultant le serveur minitel **3615 TVACEE** ou éventuellement en interrogeant le centre des impôts dont elle relève. **À défaut, la TVA sera facturée.**

Pour tout renseignement complémentaire, adressez-vous au centre des impôts dont vous relevez ou au correspondant TVA intracommunautaire mis en place par la direction des services fiscaux de votre département.
Leurs coordonnées peuvent être obtenues sur le **3615 IRSERVICE**, rubriques «adresses utiles» ou «TVA intracommunautaire».

- Les entreprises doivent établir une déclaration d'échanges de biens. Pour tout renseignement concernant cette formalité, consultez les services de la Direction générale des douanes et des droits indirects. Pour connaître les coordonnées des bureaux de douanes, vous pouvez consulter le **3615 DOUANATEL**, rubriques «adresses utiles» ou «réglementation».

La création d'établissement ou le changement d'exploitant

- **Le nouvel exploitant** doit souscrire avant le 1^{er} janvier de l'année suivant l'année de l'événement, auprès du centre des impôts dont dépend chaque établissement acquis ou créé :
 - une déclaration provisoire n° 1003-P;
 - éventuellement une demande d'exonération temporaire ^❶ : selon le type d'exonération, elle est faite :
 - sur la déclaration précitée (exonération dans certaines zones urbaines notamment);
 - ou sur un imprimé n° 1465 pour une exonération prévue dans le cadre de l'aménagement du territoire.
- **En cas de changement d'exploitant, l'ancien exploitant** est tenu de le signaler au service des impôts :
 - avant le 1^{er} janvier de l'année suivant celle du changement, lorsque le changement intervient en cours d'année;
 - avant le 1^{er} janvier de l'année du changement, lorsque celui-ci prend effet au 1^{er} janvier.
- **En cas de cession partielle** intervenant après le 1^{er} mai, l'ancien exploitant doit joindre une déclaration n° 1003 rectifiant les bases déclarées en avril si les éléments cédés constituent un établissement autonome.

Les déclarations à souscrire en cours d'exploitation

- La plupart des contribuables doivent déclarer, **chaque année avant le 1^{er} mai**, leurs bases d'imposition à la taxe professionnelle.
Une déclaration doit être déposée **dans chaque commune** ^❷ où l'entreprise dispose d'un établissement.
L'un des trois imprimés suivants doit être utilisé :
 - déclaration n° 1003 quand l'entreprise est imposable sur la valeur locative de ses équipements et biens mobiliers, c'est-à-dire lorsqu'elle a réalisé, l'année précédente, un chiffre d'affaires TTC supérieur à 152 500 € pour les ventes ou à 61 000 € pour les prestations de services;
 - déclaration simplifiée n° 1003 S il s'agit :
 - de titulaires de bénéfices non commerciaux ou assimilés, non soumis à l'impôt sur les sociétés, employant moins de cinq salariés et imposables dans plusieurs communes,
 - de redevables dont les recettes annuelles n'ont pas excédé 61 000 € (prestations de services) ou 152 000 € (autre cas) et qui ne disposent pas d'une installation fixe, soit ont leur principal établissement dans une commune de plus de 3 000 habitants et effectuent des ventes ambulantes;
 - annexe n° 2042 P à la déclaration de revenus pour les redevables relevant du régime «micro» ou «spécial».

Précisions

La déclaration porte sur les moyens de production de l'année précédente qui seront taxés l'année suivant celle du dépôt de la déclaration. Elle doit également comprendre les éléments susceptibles de bénéficier d'une exonération.

Pour obtenir une exonération temporaire prévue pour l'aménagement du territoire, les bases exonérées doivent être déclarées, chaque année, sur une déclaration n° 1465 ^❶.

Le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée

Les contribuables peuvent demander le plafonnement de leur cotisation de taxe professionnelle à un pourcentage (de 3,5 % à 4 %) de la valeur ajoutée produite par leur entreprise l'année d'imposition ou au cours de l'exercice de 12 mois clos au cours de l'année d'imposition.

La demande est à produire :

- après clôture des comptes de l'année d'imposition;
- sur un imprimé retiré auprès du CDI.

^❶ Pour tous renseignements, s'adresser au centre des impôts dont dépend la commune de l'établissement.

^❷ Quand la commune comporte une zone d'activités économiques (ZAE) dans laquelle la taxe professionnelle est perçue par un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre ou une zone où s'applique une exonération, il faut déposer une déclaration pour chaque établissement situé dans une telle zone et une déclaration pour l'ensemble des établissements situés hors de ces zones.

LES ENTREPRISES ET LES TAXES ASSISES SUR LES SALAIRES

Si l'entreprise emploie des salariés, elle peut être redevable de :

- la taxe d'apprentissage;
- la participation des employeurs à l'effort de construction (si au moins 10 salariés);
- la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue;
- la taxe sur les salaires (si les activités ne sont pas assujetties à la TVA ou ne l'ont pas été sur 90 % au moins du chiffre d'affaires).

LES CENTRES DE GESTION AGRÉÉS

Leur objet

Ces centres ont pour objet d'apporter aux industriels, aux commerçants et aux artisans une assistance :

- **en matière de gestion** : dossier sur la situation de l'entreprise remis chaque année;
- **en matière fiscale** : réponse aux questions soulevées et élaboration des déclarations.

Ils peuvent également, à condition d'être habilités à cet effet, **tenir ou centraliser les documents comptables** de certains de leurs adhérents.

Les principales obligations des adhérents

- Produire tous les éléments nécessaires à l'établissement d'une comptabilité sincère.

Toute remise en cause de ces éléments pour inexactitude ou insuffisance se traduit par des sanctions fiscales. Par ailleurs, les abattements et la réduction d'impôt qu'offre l'adhésion à un centre de gestion peuvent ne pas être appliqués lorsque la mauvaise foi de l'adhérent est établie ou en cas de dépôts hors délais répétés de ses déclarations.

- Faire viser les déclarations de résultats par le membre de l'ordre des experts-comptables qui tient, centralise ou surveille la comptabilité. Toutefois, cette obligation ne s'applique pas aux entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 50 % des limites du régime simplifié d'imposition et qui font tenir leur comptabilité par un centre habilité à cet effet.

- Accepter les paiements par chèques et en informer la clientèle.

Les avantages fiscaux

- Les entreprises :

- passibles de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des BIC (entreprises individuelles, sociétés de personnes, SARL de famille ayant opté pour le paiement de l'impôt sur le revenu, EURL non assujetties à l'impôt sur les sociétés);
- placées sous un régime réel d'imposition (régime simplifié ou réel normal),

bénéficient d'un **abattement** sur le bénéfice fiscal de 20 % pour la fraction ne dépassant pas 113 900 € ^❶.

- Les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur aux limites du régime des micro-entreprises et qui ont opté pour un mode réel de détermination de leur résultat bénéficient **d'une réduction d'impôt égale aux dépenses exposées pour la tenue de la comptabilité et l'adhésion à un centre de gestion agréé, d'un montant maximum de 915 € par an.**

- En outre, le salaire du conjoint de l'exploitant marié sous un régime de communauté (légale ou conventionnelle) est déductible dans une limite annuelle fixée à 36 fois le SMIC mensuel.

Les délais

Vous pouvez adhérer à tout moment à un centre de gestion.

Mais, **pour bénéficier des avantages fiscaux dès la première année**, l'adhésion doit avoir lieu dans les 3 mois :

- du début d'activité;
- ou de l'ouverture de l'exercice comptable.

La liste des centres de gestion agréés peut être obtenue dans les centres des impôts.

LES ASSOCIATIONS AGRÉÉES

Les associations agréées s'adressent aux membres des professions libérales et titulaires de charges et offices.

Elles ont plus **particulièrement pour objet** de développer l'usage de la comptabilité chez leurs adhérents; ceux-ci, toutefois, n'ont pas l'obligation de recourir à un membre de l'ordre des experts-comptables.

Les adhérents imposés dans la catégorie des bénéfices non commerciaux selon un régime réel d'imposition bénéficient des **mêmes allègements fiscaux** que ceux qui sont décrits ci-dessus.

^❶ Chiffres pour l'imposition des revenus de 2002.

Ce document est à jour au 1^{er} janvier 2003
Il ne se substitue pas à la documentation officielle de l'Administration

Pour tout renseignement complémentaire,
adressez-vous au centre des impôts (CDI) dont vous dépendez
ou consultez le site INTERNET www.minefi.gouv.fr